

F/60

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT ET SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Intitulé : SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT ET SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.

Dates extrêmes : 1935-1971.

Importance matérielle : 285 m. l. (2490 articles).

Conditions d'accès : la plupart des documents sont librement communicables. Il est toutefois rappelé qu'un délai de cinquante ans s'applique aux documents contenant des informations mettant en cause la vie privée ou intéressant la sûreté de l'État ou la Défense nationale, et qu'un délai de cent vingt ans à compter de la date de naissance ou de vingt-cinq ans après le décès de l'intéressé s'applique aux documents dont la communication porte atteinte au secret médical.

Noms des principaux producteurs :

Secrétariat général et services administratifs de la présidence du Conseil, puis Secrétariat général du Gouvernement ; Commission interministérielle des affaires musulmanes ; Haut Comité méditerranéen ; Délégation générale du gouvernement de Vichy en Afrique française devenue Secrétariat général permanent en Afrique française ; Commissariat à la coordination des affaires musulmanes auprès du CFLN ; Ministère en Afrique du Nord ; Comité de l'Afrique du Nord ; Délégation générale du Gouvernement français dans les territoires occupés (DGTO) ; Service des rapatriements en Allemagne ; Comité de Défense nationale ; Comité économique interministériel ; Haut Conseil de l'Union française ; Comité de l'Afrique du Nord ; Comité d'études des zones d'organisation industrielle de l'Union française ; Secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCICEE) ; Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels.

Histoire de quelques producteurs :

- Les *services de la présidence du Conseil* ont été créés en 1935, afin de permettre au président du Conseil de remplir sa mission de coordination et de contrôle des services publics. Le ministre chargé de la présidence du Conseil avait sous sa direction les services administratifs de la présidence du Conseil et plusieurs organismes lui étaient rattachés, tels que la Direction générale des services d'Alsace-Lorraine, le Secrétariat général du Conseil supérieur de la Défense nationale, le Conseil national économique, le Conseil national de la main-d'œuvre, ou les services de la Statistique générale de la France. Lorsque le secrétaire général placé à la tête des services administratifs de la Présidence du Conseil devint en 1946 secrétaire général du Gouvernement, ceux-ci prirent le nom de *Secrétariat général du Gouvernement*¹.

- À la demande des autorités allemandes, un poste de *délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés* fut créé dès juillet 1940 afin d'assurer la liaison avec le chef de l'administration militaire allemande, la Direction des services de l'armistice de Vichy et la délégation française de Wiesbaden, et de veiller plus généralement à la coordination des services administratifs établis dans les territoires occupés. Après l'ambassadeur de France Léon Noël et le général de corps d'armée de Fornel de La Laurencie, Fernand de Brinon prit en décembre 1940 les rênes de la Délégation. Il y demeura jusqu'à la Libération.

La DGTO comprenait plusieurs sections, telles que le Cabinet civil, le Cabinet militaire, le Secrétariat général, la Section économique. En son sein fonctionnait également une Section des Affaires étrangères, dirigée par Charles

¹ L'histoire du Secrétariat général du gouvernement et l'évolution de son rôle se trouvent retracées dans une publication de l'Institut français de science administrative (IFSA), *Le Secrétariat général du Gouvernement*, Paris, Economica, 1986, 150 p.

Saint, qui prit en janvier 1942 le nom de Délégation spéciale pour l'administration, puis devint en février 1944 la Section des recours et grâces. C'est elle qui recevait les demandes d'intervention présentée à Fernand de Brinon en faveur de personnes arrêtées, condamnées ou désignées comme otages.

- Le *Service des rapatriements en Allemagne* résulte de l'application de l'article 19 de la convention d'armistice, qui prévoyait, non seulement la remise immédiate aux troupes allemandes des prisonniers de guerre faits par les troupes françaises, mais aussi celle des prisonniers civils allemands, y compris les prévenus et condamnés pour actes commis en faveur du Reich allemand. Plus encore, le gouvernement français était tenu de livrer aux autorités du Reich, sur leur demande, « tous les ressortissants allemands désignés nominativement par le gouvernement du Reich ». Ces exigences finirent par s'étendre, permettant le rapatriement ou le contrôle de tous les sujets allemands placés sous juridiction française (soldats servant dans la Légion étrangère, internés, détenus de droit commun) et, plus largement, de tous les individus présentant des attaches avec l'Allemagne, y compris les ressortissants étrangers qui, résidant en France ou dans les territoires d'outre-mer, désiraient regagner leur pays d'origine occupé par le Reich. Travailleurs étrangers, réfugiés et déserteurs furent également concernés par le dispositif.

- Le *Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne* a été créé par décret du 25 juin 1948 pour organiser l'utilisation des crédits américains versés dans le cadre du Plan Marshall au sein de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE). Dès 1952, il a pour mission d'élaborer les directives fixant les positions françaises au sein des différentes communautés européennes. Ses principales tâches sont depuis lors l'élaboration des instructions et des directives fixant les positions de la Délégation française auprès des instances européennes, l'examen des questions liées aux relations entre le Gouvernement et ces instances, la préparation des décisions prises par le Conseil des ministres en matière européenne. C'est le Secrétariat général du Comité interministériel qui prépare les délibérations et les décisions du Comité et veille à leur exécution. Il assure également la coordination systématique et régulière de l'ensemble des administrations françaises appelées à participer, directement ou indirectement, aux réunions et aux activités des instances européennes et se charge d'envoyer les instructions correspondantes aux représentants de la France à Bruxelles.

- La *Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels* fut créée par décret du 7 mai 1957, sous l'autorité du président du Conseil Guy Mollet, pour faire la lumière sur les tortures, les disparitions et les exactions diverses reprochées à la France dans le conflit algérien. D'abord placée sous la présidence du magistrat Pierre Bêteille, conseiller à la Cour de cassation, de mai 1957 à juillet 1958, la Commission de sauvegarde porta ensuite la forte empreinte de Maurice Patin, président de la Chambre criminelle de cette même cour, qui la dirigea d'août 1958 jusqu'à sa mort le 22 décembre 1962. Le décret du 1^{er} février 1963 mit fin à ses activités.

Présentation du contenu :

La mission de coordination et de contrôle, d'une part, le rattachement de services, d'autre part, donnent une physionomie particulière aux archives des services de la présidence du Conseil ; elles sont caractérisées par la variété des questions abordées, dont l'étude était parfois confiée à des comités ou commissions, et par la juxtaposition de fonds d'archives des services rattachés, sans lien entre eux.

Les documents de la période 1935-1947 constituant la première partie du fonds ont été versés massivement et en désordre ; il a paru judicieux, pour en faciliter la consultation, d'utiliser des intertitres correspondant tantôt à la nature des documents, tantôt aux régimes politiques successifs ou simultanés que la France a connus. Par la suite les versements sont plus cohérents comme en témoignent ceux du Service législatif (F/60/1028 à 1424), de la Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés (F/60/1477 à 1624), du Secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (F/60/3069 à 3123) ou de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels (F/60/3124 à 3231). On retrouve cette homogénéité dans la série des dossiers de séances des conseils de ministres, complète d'août 1943 à décembre 1962 (F/60/2534 à 2762), dans la collection chronologique de documents relatifs à l'Indochine de 1945 à 1955 (F/60/3035 à 3043) ou dans une collection de dépêches diplomatiques transmises par le ministère des Affaires étrangères, fournissant un éclairage synthétique sur la situation internationale de 1947 à 1952.

Il faut par ailleurs souligner que beaucoup de documents ont disparu, particulièrement en 1940, lorsque les archives les plus précieuses ont été évacuées à Azay-sur-Cher, pour n'en jamais revenir, mais aussi pour les années cinquante où les versements présentent de nombreuses lacunes.

Instruments de recherche :

F/60/1 à 1027. Rép. num. détaillé dact., par M.-Th. Chabord, s.d., 2 volumes, 214-154 p.

F/60/1028 à 1476. Rép. num. détaillé dact., par M.-M. Daudet, s.d., 171 p.

F/60/1477 à 1665. Rép. num. détaillé dact., par D. Devos, s.d., 129 p.

F/60/1570 à 1580. Relevé nominatif détaillé des dossiers d'interventions par P. Gillet, 2004, 27 p.

F/60/1666 à 1776. Rép. num. détaillé dact., par M.-Th. Chabord, s.d., 29 p.

F/60/2534 à 3045. Rép. num. détaillé dactylographié provisoire.

F/60/2763 à 2767 et 2772. Rép. num. dact., par P. Gillet, 1p.
F/60/3035 à 3043. Rép. num. détaillé dact., par P. Gillet, 1999, 13 p.
F/60/3046 à 3068. Rép. num. détaillé dact., par P. Gillet, 1993, 8 p.
F/60/3069 à 3123. Rép. num. détaillé dact., par P. Gillet, avec la collaboration d'O. Roux, 1997, 15 p.
F/60/3124 à 3231. Rép. num. dact. détaillé, par P. Gillet, 2002, 98 p.
F/60/3232 à 3247. Rep. num. dact. par P. Gillet, 2003, 5 p.

Sources complémentaires :

-autre(s) partie(s) du même fonds :

Voir aux Archives nationales (site de Fontainebleau) les archives des services rattachés à partir de 1946, notamment la Direction des Journaux officiels, la Documentation française, ou l'École nationale d'administration.

-archives d'autres producteurs en relation :

- Archives de l'État français (sous-série 2 AG)
- Archives de la Haute Cour de Justice (sous-série 3 W)
- Archives des organismes issus de l'armistice de 1940 (sous-série AJ/41)
- Archives présidentielles de la IV^e République (sous-série 4 AG) et de la V^e République (présidence du général de Gaulle, sous-série 5 AG 1).

Sources de la notice :

Les Archives nationales. État général des fonds, publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France (tome V).

Date de la notice : 2009.

Auteur de la notice : Patricia GILLET.

Service législatif (1940-1946)²

F/60/1 à 6.	Enregistrement des lois et décrets. 1940-1946.
F/60/7.	Textes secrets non insérés au <i>Journal officiel</i> . 1941-1942.
F/60/8 à 13.	Ordonnances et projets d'ordonnances. 1944-1945.
F/60/14 et 15.	Projets de lois adoptés par l'Assemblée nationale constituante. 1945-1946.

Courrier (1935-1951)³

F/60/16 à 28.	Enregistrement du courrier arrivée. 1935-1944.
F/60/29.	Enregistrement du courrier arrivée du secrétariat particulier de Pierre-Henri Teitgen, vice-président du Conseil. 1947.
F/60/30 à 43.	Enregistrement du courrier départ. 1935-1944.
F/60/44.	Enregistrement du courrier départ du secrétariat particulier de Pierre-Henri Teitgen, vice-président du Conseil. 1947.
F/60/45 à 109.	Minutes du courrier départ. 1940-1944.
F/60/110 à 140.	Minutes du courrier arrivée du Secrétariat général des gouvernements établis à Alger. 1942-1944.
F/60/141 à 150.	Minutes du courrier départ du Secrétariat général des gouvernements établis à Alger, puis à Paris. 1942-1944.
F/60/151 et 152.	Minutes du courrier départ du cabinet de René Pleven, président du Conseil. 1950-1951.

² Voir plus loin le fonds du Service législatif, F/60/1028 à 1424. 1944-1959.

³ La suite du courrier se trouve aux Archives nationales (site de Fontainebleau).

- F/60/153 à 160. Minutes du courrier départ du cabinet de Pierre-Henri Teitgen, vice-président du Conseil. 1947.
- F/60/161 à 165. Minutes du courrier départ du secrétariat particulier de Pierre-Henri Teitgen, ministre des Forces armées. 1947-1948.

Gouvernement provisoire de la République française et Quatrième République (1944-1951)

- F/60/166 et 167. Instructions générales et circulaires. 1944-1951⁴.

Documentation⁵

- F/60/168 à 185. Affaires étrangères (A1).
- F/60/186 à 207. Afrique du Nord. Levant (A2).
- F/60/208 à 233. Agriculture (A3).
- F/60/234 à 246. Groupements et partis politiques (A4).
- F/60/247 à 292. Administration française (A5).
- F/60/293 et 294. Alsace-Lorraine (A6).
- F/60/295 à 297. Aviation civile et commerciale (A7).
- F/60/298 à 306. Beaux-Arts, cinéma (B2).
- F/60/307 à 317. Colonies (C1).
- F/60/318 à 340. Industrie (C2).
- F/60/341 à 349. Commerce, exportation (C3).
- F/60/350 à 358. Bourses de commerce, douanes, production industrielle (C4).
- F/60/359 à 361. Constitution, Conseil national (C5).
- F/60/362. Communications (C6).
- F/60/363. Cultes (C13).
- F/60/363 (*suite*). Congrès (C14).
- F/60/364 à 369. Circulaires (C15).
- F/60/370 à 417. Défense nationale et guerre (D1).
370 à 384. Généralités, armée de terre, marine, aviation et questions diverses.
385 à 395. Défense nationale, guerre de 1939 : mesures militaires, économiques, financières, sociales, espionnage, biens ennemis, réfugiés.
396 à 413. Commissions d'armistice. Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés (DGTO). Direction des Services de l'Armistice (DSA). Occupation allemande.
413 (*suite*). Conseil national de la Résistance. Comité français de la Libération. Administration française en Allemagne.
414. Collège des experts de la Défense nationale : notes et procès-verbaux, 1940-1941.
415 et 416. Dissidence.
417. Cession de matériel aux Allemands. Futures négociations de paix avec l'Allemagne.
- F/60/418. Surarbitrages, conflits du travail (D2).
- F/60/419 à 422. Décorations (D3).
- F/60/423 à 425. Économie nationale (E1).
- F/60/426 à 436. Éducation nationale (E11).
- F/60/437 et 438. Élections (E13).
- F/60/439 et 440. Expositions (E14).

⁴ Voir aussi F/60/364 à 369.

⁵ Dès l'origine en 1935, les services administratifs de la présidence du Conseil sont conçus comme un instrument de travail au service des présidents du Conseil. Ils touchent donc à tous les domaines de l'action gouvernementale. Pour faciliter le travail, des dossiers avaient été constitués d'éléments variés (textes législatifs du *Journal officiel*, courrier, rapports) et classifiés par ministère ou par rubrique dans l'ordre alphabétique de 1935 à 1940. Ce système a continué à être utilisé à Vichy de 1940 à 1944 puis à Paris à la Libération de 1944 à 1947.

F/60/441 à 474.	Finances (F1). 441 à 456. Questions générales et diverses. 457 à 460. Budget. 461 à 467. Impôts. 468 et 469. Marchés de l'État. 470 à 474. Décrets-lois.
F/60/475 et 476. F/60/477 à 514.	Fêtes et cérémonies (F2). Intérieur (I1). 477 à 483. Préfectures, mairies. 484 à 494. Police, circulation, contrôle des étrangers. 494 (<i>suite</i>) à 498. Haut Comité de la population. 499. Déchéance de la nationalité. 500. Sinistrés. 501 à 506. État de l'opinion. 507 et 508. Urbanisme. 509 à 512. Les prix, coût de la vie. 513. Commissaires du pouvoir. 514. Contrôles techniques. Milice. 1 ^{er} régiment de France.
F/60/515 à 523.	Justice (J). 515 à 518. Organisation. 519 à 521. Établissements pénitentiaires et affaires diverses. 522 et 523. Tribunaux.
F/60/524 et 525. F/60/526.	Jeunesse et Chantiers (J2). Lois et décrets (L1).
F/60/527 à 529. F/60/530.	Législation classée par matière. Élaboration des textes législatifs.
F/60/531 et 532. F/60/533 à 537.	Législation : marchés de guerre, reconstruction (L2). Marine marchande (M1).
F/60/538. F/60/539 à 549.	Société des Nations (SDN) (N1). Parlement (P1).
F/60/550 à 560. F/60/561.	Pensions de guerre, prisonniers de guerre (P2). Requêtes adressées au chef de l'État (P4).
F/60/562 à 569. F/60/570 à 576. F/60/577 à 592.	PTT (P5A). Radiodiffusion (P5B). Présidence du Conseil (P6) : organisation des services.
	<i>À noter :</i> F/60/589 : ordres du jour et relevés de décisions des conseils des ministres, octobre 1944-1945.
F/60/593 à 595. F/60/596.	Presse (P7). Présidence de la République (P8 et P9).
F/60/597. F/60/598.	Information (P10). Ravitaillement (R1).
F/60/599 à 608. F/60/609.	Santé publique. Habitation. Natalité. Enfance (S1). Recherche scientifique (S1H).
F/60/610. F/60/611.	Conseil national économique (S2). Statistiques (S3).
F/60/612 et 613. F/60/614 à 652.	Tourisme (T1). Travail (T2). 614 à 630. Législation du travail. 630 (<i>suite</i>) à 641. Marché du travail, chômage, grèves. 642 à 644. Législation sociale. 645 à 647. Assurances sociales. Sécurité sociale. 648 à 650. Retraites.

F/60/653 à 669. 651 et 652. Mutualité et divers.
Travaux publics (T3).
653 à 659. Généralités.
660 à 663. Chemins de fer.
664. Ponts et Chaussées.
665 et 666. Transports.
667 à 669. Navigation, ports.

Quatrième République (1946-1951)

F/60/670 à 697. Documents épars provenant des cabinets des présidents du Conseil : Ramadier, Schuman, Marie, Queuille, Bidault (essentiellement du courrier).

Troisième République, Secrétariat général (1935-1936)

F/60/698. Bureau juridique, affaires classées. 1935-1936.

Afrique du Nord (1915-1947)

F/60/699 et 700. Commission interministérielle des affaires musulmanes. 1915-1937.
F/60/701 à 761. Haut Comité méditerranéen. 1935-1939.
F/60/762 à 768. Colonies et territoires sous mandat. 1936-1939.
F/60/769 à 773. Documentation, bulletins, revues de presse sur les questions musulmanes. 1935-1939.
F/60/774 à 804. Délégation générale du gouvernement de Vichy en Afrique française devenue Secrétariat général permanent en Afrique française. Général Weygand puis amiral Fénard. Septembre 1940-novembre 1942⁶.
774. Organisation et transformation.
775 à 778. Correspondance.
779 à 782. Affaires diverses et militaires, transmissions.
783 à 789. Production agricole. Ravitaillement.
790 à 798. Production industrielle, minière, textile.
799 et 800. Transports.
801 à 804. Relations commerciales avec les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie, les autres pays.
F/60/805 à 832. Commissariat à la coordination des affaires musulmanes auprès du CFLN. Général Catroux. 1943-octobre 1944⁷.
805. Généralités.
806 à 812. Algérie.
813 à 815. Maroc.
816 à 818. Tunisie.
819 à 826. Dossiers sur les pays arabes et le Moyen-Orient.
827 et 828. Questions économiques et sociales.
828 (*suite*) à 832. Bulletins de renseignements, documentation, propagande, presse. Relations avec le commissariat à l'Information et à l'Éducation nationale.
F/60/833 à 838. Ministère en Afrique du Nord. Général Catroux. Dossiers divers du cabinet politique. Octobre 1944-31 janvier 1945.
F/60/839 à 888. Comité de l'Afrique du Nord. 1945-1947.
839 à 851. Généralités : organisation, courrier. Les sessions.
852 à 870. Dossiers généraux sur les problèmes de l'Afrique du Nord : politiques, agricoles, économiques.
871 à 875. Algérie.
876 à 884. Tunisie.

⁶ Dossiers constitués à la vice-présidence du Conseil par le chargé de mission qui traitait les affaires d'Afrique du Nord. Les archives de la Délégation à Alger sont perdues.

⁷ Voir aussi F/60/138, courrier.

885 et 886. Maroc.
887. Orient.
888. Union française.

CFLN, GPRF, Quatrième République (1943-1951)

F/60/889 et 890. Quelques épaves de dossiers du CFLN.
F/60/891 à 895. Commissariat à l'administration des territoires libérés : organisation, bulletins d'écoutes, dossiers de documentation. 1943-août 1944.
F/60/896 à 908. Comité économique interministériel : dossiers de préparation des séances et procès-verbaux. 1944-1948⁸.
F/60/909 à 912. Dossiers du Secrétariat général du CFLN et du GPRF, service législatif : projets d'ordonnances et décrets. 1943-1944.
F/60/912 (*suite*) et 913. Affaires terminées traitées à Alger.
F/60/914 à 925. Dossiers concernant les problèmes économiques de la Libération. Aide américaine, importations, documents Monnet, plan de six mois et plan de remise et marche de l'économie française. Accord Monnet. 1944-1946.
F/60/926 et 927. Documents divers transmis par le ministère des Affaires étrangères à la présidence du Conseil. 1948-1951.

Troisième République, Secrétariat général (1937-1938)

F/60/928. Enquête sur la production. 1937⁹.
F/60/929 à 934. Commission d'enquête sur l'industrie hôtelière : procès-verbaux, rapports. 1937.
F/60/935 à 938. Enquête sur la production artisanale. 1938¹⁰.

Quatrième République (1946-1951)

F/60/939 à 944. Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics¹¹ : généralités, rapports adressés à la Présidence du Conseil, classés par ministères ou par matières. 1946-1951.

Troisième République, Secrétariat général (1935-1939)

F/60/945 à 972. Exposition internationale, Paris, 1937. Papiers de Jean Locquin, délégué général de la présidence du Conseil à l'Exposition. Correspondance, procès-verbaux de séance, affaires diverses¹².
F/60/973. Commission nationale des grands travaux contre le chômage. Quelques dossiers. 1937-1938.
F/60/974. Commission chargée de l'étude du statut fiscal des Sociétés coloniales. 1937-1938¹³.
F/60/975. Commission de réforme de la voirie. 1937¹⁴.
F/60/976 et 977. Caisse de crédit aux départements et aux communes. 1935-1938¹⁵.
F/60/978. Comité de réorganisation administrative à la présidence du Conseil. Rapport Florian Chardon. 1939.

⁸ À compléter par F/60/590 et 591 où se trouve également le Comité économique créé à Vichy.

⁹ Voir F/60/424, Comité d'enquête sur la production.

¹⁰ Voir F/60/425, Commission d'enquête sur la production artisanale.

¹¹ Les archives du Comité se trouvent aux Archives nationales (site de Fontainebleau).

¹² Voir aussi F¹² 12114, p. 81.

¹³ Voir F/60/309.

¹⁴ Voir F/60/664.

¹⁵ Voir F/60/452.

Quatrième République (1947)

F/60/979 et 980. Fonctionnaires. Reclassement. Dénombrement. 1947.

Troisième République, Secrétariat général (1938-1940)

F/60/981 à 983. Écoutes des informations radiodiffusées, année 1938.
F/60/984. Conférences sur la rationalisation du travail. 1929¹⁶.
F/60/985. Divers. 1939-1940.
F/60/986. Commission de la coopération en matière de commerce, 1938-1939. Dossier Hamelin, 1939-1940.
F/60/987. Service central des réfugiés. 1939-1940¹⁷.
F/60/988. Divers. 1939-1940.

État français et GPRF (1940-1945)

F/60/989 à 995. Divers. 1940-1945.

Troisième République, Secrétariat général (1936-1938)

F/60/996 et 997. Conflits du travail, arbitrages.

GPRF et Quatrième République (1944-1951)

F/60/998 à 1007. Épaves de cabinets ministériels. 1944-1951.

État français (1941-1944)¹⁸

F/60/1008 à 1024. Dossiers divers de chargés de missions du Secrétariat général du vice-président du Conseil, l'amiral Darlan, puis du chef du Gouvernement, Pierre Laval : agriculture, ravitaillement, communications, production industrielle.

Troisième République (1938-1939)

F/60/1025. Anciens inventaires.
F/60/1026 et 1027. Dossiers de Camille Chautemps, vice-président du Conseil. 1938-1939.

GPRF et Quatrième République

Secrétariat général. Service législatif (1944-1959)

F/60/1028 à 1424. Dossiers de procédure législative¹⁹
1028 à 1039. Projets de lois et d'ordonnances qui n'ont pas été promulguées. 1944-1946²⁰.
1039 (*suite*). Projets de lois et de décrets qui n'ont pas été promulgués. 1947, 1948, 1949.
1040 à 1377. Ordonnances, lois et décrets publiés au *Journal officiel*. Septembre 1944-1953.
1378 à 1386. Projets de lois annulés. 1947-1954²¹.

¹⁶ Voir F/60/282. Organisation rationnelle des administrations.

¹⁷ Voir F/60/395.

¹⁸ Voir aussi F/60/1428 à 1455.

¹⁹ Ces dossiers permettent de suivre le cheminement des textes de leur arrivée au Secrétariat général jusqu'à leur parution au *Journal officiel*. Ils contiennent souvent l'exposé des motifs et l'avis du Conseil d'État, la date d'approbation en Conseil des ministres.

²⁰ Ces dossiers comportent quelques pièces allant jusqu'en 1951.

²¹ Ces dossiers comportent quelques pièces allant jusqu'en 1956.

1387. à 1415. Projets de loi retirés. 1947-1955.

1416 à 1424. Projets d'ordonnances et de décrets annulés, retirés ou abandonnés. 1944-1959.

Troisième République, Secrétariat général (1935-1940)

F/60/1425. Pièces éparses des budgets. 1935 à 1940.
F/60/1426 et 1427. Dossiers de Camille Chautemps, vice-président du Conseil, concernant les affaires nord-africaines. 1937-1939.

État français (1941-1944)²²

F/60/1428 à 1431. Section des études générales, documentation classifiée par administration ou par matière. 1941-1943.
F/60/1432 à 1438. Épaves du cabinet de Lucien Romier. Août 1941-décembre 1943.
F/60/1439. Dossiers Paul Devinat, directeur des affaires économiques au ministère des Colonies. 1928 et 1942-1943.
F/60/1440 à 1443. Dossiers Potier, chargé de mission au cabinet d'Henry Moysset : questions juives, Alsace-Lorraine. 1941-1944.
F/60/1444 à 1453. Dossiers Frantz, sous-préfet. Chantiers de la jeunesse. Service du travail obligatoire (STO). 1941-1944.
F/60/1454. Dossiers Pillu, chargé de mission. Chantiers de la jeunesse. Main-d'œuvre en Allemagne. 1943-1944.
F/60/1455. Dossier Potier, Sociétés secrètes. 1942-1944.
F/60/1456. *Cote vacante.*

GPRF, Secrétariat général (1944-1946)

F/60/1457 à 1460. Autorisations de circulation, ordres de mission. 1944-1946.

Afrique du Nord (1947-1948)

F/60/1461. Algérie. Synthèses quotidiennes de renseignements. Décembre 1947-février 1948.

Troisième République, Secrétariat général (1937-1939)

F/60/1462 à 1476. Service de presse et d'information, revues de presse. Juin 1937-septembre 1939.

État français : Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés (1940-1944)²³

F/60/1477. Généralités : organisation, personnel, immeubles.
F/60/1478. Délégation de Léon Noël et du général de La Laurencie : quelques épaves du courrier. 8 juillet 1940-8 février 1941.
F/60/1479 à 1498. Cabinet du Délégué général, l'ambassadeur Fernand de Brinon. 1941-1944.
1479. Rapports avec les membres du Gouvernement.
1480. Rapports avec les ministres et les secrétaires d'État.
1481 et 1482. Rapports avec les autorités allemandes.
1483. Rapports avec les préfets, les administrations municipales.
1484 à 1487. Vie politique et sociale en zone occupée : Alsaciens-Lorrains, prisonniers, main-d'œuvre en Allemagne, Juifs, étrangers, communistes, etc.

²² Voir aussi F/60/1008 à 1024.

²³ Ces archives sont celles de Fernand de Brinon. Léon Noël et le général de La Laurencie ont été délégué général très peu de temps. Voir aussi 411 AP, papiers Brinon.

	1488. Divers organismes.
	1489 à 1497. Correspondance avec des amicales, avec des particuliers.
	1498. Papiers personnels.
F/60/1499 à 1520.	Cabinet militaire.
	1499 à 1501. Liaisons avec le commandant en chef des forces militaires allemandes en France et avec les administrations françaises.
	1502 à 1504. Questions militaires.
	1505 à 1510. Situation générale en zone occupée, administrative, politique et sociale.
	1511 et 1512. Organisation des Services de sécurité en zone occupée : grade, gendarmerie.
	1513 à 1520. Courrier départ et arrivée.
F/60/1521 à 1529.	Section de la gendarmerie. Rapports journaliers adressés au Cabinet militaire, classés par année et par département. 1941-1944.
F/60/1530 à 1532.	Service du courrier.
F/60/1533 et 1534.	Service téléphonique et télégraphique.
F/60/1535.	Service des laissez-passer.
F/60/1536 à 1538.	Secrétariat général : comptes rendus de réunions, rapports, courrier, circulaires.
F/60/1539 à 1553.	Section économique.
	1539. Rapports d'activité. Relations avec les autorités d'occupation et avec les Commissions d'armistice.
	1540. Frais d'occupation et dommages causés par l'occupation.
	1541 à 1545. Réquisitions allemandes.
	1546 à 1548. Vie économique en zone occupée.
	1549 à 1553. Courrier.
F/60/1554 et 1555.	Délégation de l'Éducation nationale auprès de la DGTO.
F/60/1556 à 1559.	Service de presse : revues de presse, notes d'écoute.
F/60/1560.	Section des Affaires étrangères : archives du représentant de ce ministère à la Commission de contrôle cinématographique.
F/60/1561 à 1569.	Service des traductions.
F/60/1570 à 1624.	Délégation spéciale pour l'administration, interventions et recours.
	1570 à 1581. Dossiers d'interventions.
	1582 à 1624. Fiches de personnes arrêtées par les Allemands par année et par département.
F/60/1625 à 1637.	Service des rapatriements en Allemagne, créé pour l'application de l'article 19 de la convention d'armistice : Allemands et étrangers : civils, internés, réfugiés, déserteurs, légionnaires allemands.
F/60/1638 à 1665.	Bureau des requêtes, service spécial chargé de répondre aux demandes de renseignements, aux réclamations, aux suggestions, créé au Secrétariat général à la vice-présidence du Conseil par une note du 28 mars 1942. 1942-1944.

France libre et GPRF (1941-1944)

F/60/1666 à 1776.	Documentation 1941-1944 ²⁴ .
	1666 à 1668. Gouvernement de Vichy, questions administratives (A).
	1669 à 1678. Gouvernement de Vichy, l'ordre nouveau, les événements politiques, la chrétienté et l'État, la Légion des combattants, la Milice, la jeunesse, l'Éducation nationale, la famille, les prisonniers, les étrangers, l'antisémitisme (B).
	1679 et 1680. Gouvernement de Vichy, l'information, la propagande (C).
	1681 à 1688. Les relations franco-allemandes (D).
	1689 à 1703. L'opinion publique, la Résistance, la répression (E).
	1704 à 1709. Réquisitions allemandes, recrutement de la main-d'œuvre (G).
	1710. Coupures de journaux sur les problèmes d'après-guerre.
	1711 à 1715. Colonies, Afrique du Nord (H).
	1716 à 1724. Comité français de la Libération nationale (H).

²⁴ Dossiers de documentation élaborés par les services du général de Gaulle à Londres et à Alger à partir d'informations recueillies de sources diverses. Ces dossiers sont classés par thèmes politiques de l'époque.

1725 et 1726. Politique extérieure de Vichy (I)
1727 à 1736. La France libre (J).
1737. L'après-guerre (L).
1738 à 1740. La libération du territoire (M).
1741 à 1748. Publications imprimées de la France libre.
1749 à 1772. Dossiers par ordre alphabétique de pays.
1773 à 1776. *Review of the foreign press*.

F⁶⁰ 1777 à 2533.

Cotes conservées aux Archives nationales (site de Fontainebleau).

Secrétariat général (1943-1964)

F⁶⁰ 2534 à 2762. Dossiers de séances du Conseil des ministres. 1943-1962.
F⁶⁰ 2763 à 2767. Ordres du jour du Conseil des ministres. 1945-1962.
F⁶⁰ 2768 à 2771. Relevés de décisions du Conseil des ministres. 1944-1962.
F⁶⁰ 2772. Communiqués de presse du Conseil des ministres. Mars 1945-janvier 1946, 1947-1959, mars 1960.
F⁶⁰ 2773 à 2822. Conférences, comités interministériels, conseils restreints. 1947-1962.
F⁶⁰ 2823-3008 *Cotes conservées aux Archives nationales (site de Fontainebleau).*
F⁶⁰ 3009 à 3023. Comité de Défense nationale. 1944-1959.
F⁶⁰ 3024 à 3030. Comité économique interministériel. 1944-1949.
F⁶⁰ 3031 à 3033. Haut-Conseil de l'Union française. 1950-1954.
F⁶⁰ 3034. Affaires allemandes et autrichiennes. 1945-1946.
F⁶⁰ 3035 à 3043. Indochine : collection chronologique de documents, 1945-1955 ; affaire des généraux ; justification de l'utilisation des fonds spéciaux.
F⁶⁰ 3044 et 3045. Comité de l'Afrique du Nord. 1945-1946.
F⁶⁰ 3046 à 3052. Comité d'études des zones d'organisation industrielle de l'Union française (comité Labonne) et Bureau des zones d'organisation industrielle (ZOIA). 1947-1964.
F⁶⁰ 3053 à 3055. Défense nationale. 1946-1956.
F⁶⁰ 3056 à 3059. Pacte atlantique, réarmement. 1949-1954.
F⁶⁰ 3060 à 3063. Communauté européenne de Défense (CED). 1950-1954.
F⁶⁰ 3064 à 3068. Accords de Paris du 23 octobre 1954, statut de la Sarre, réarmement de l'Allemagne. 1953-1956.

Secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCICEE)

F⁶⁰ 3069 à 3123. Construction européenne, préparation des traités de Rome. 1948-1971.

Secrétariat général (1947-1963)

F⁶⁰ 3124 à 3231. Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels. 1957-1963.
F⁶⁰ 3232 à 3247. Collection de dépêches diplomatiques transmises par le ministère des Affaires étrangères. 1947-1952.